Le Burundi cherche 2,1 milliards USD pour son programme de croissance

@rib News, 20/08/2012 â€“ Source XinhuaLe Burundi prÃ©pare une conférence de partenaires qui aura lieu les 29 et 30 octobre prochain Ã GenÃ¨ve dans le cadre de ses efforts visant Ã mobiliser les fonds nÃ©cessaires Ã la mise en oeuvre de son Cadre stratÃ©gique de croissance et de lutte contre la pauvretÃ© - deuxiÃ¨me gÃ©nÃ©ration (CSLP II).Â«Â Nous sommes dÃ©jÃ avancÃ©s au niveau des prÃ©paratifs de la ConfÃ©rence (...) les invitations sont en train d'Ãªtre lancÃ©es Ã la centaine personnalitÃ©s qui y seront conviÃ©es et parallÃ¨lement une stratÃ©gie de communication pour ces assises est en cours de montage grÃ¢ce Ã l'apport des experts du Programme des Nations Unies pour le dÃ©veloppement et de la Banque MondialeÃ Â», a dÃ©clarÃ© le ministre burundais des Finances et de la Planification du dÃ©veloppement Ã©conomique, Tabu Abdallah Manirakiza, au cours d'une rÃ©cente interview accordÃ©e Ã Bujumbura, en qualitÃ© de prÃ©sident du comitÃ© de pilotage de prÃ©paration de la conférence.

L'objet de cette conférence de prÃ©senter le Programme d'actions prioritaires (PAP), relatif Ã la mise en Å“uvre du CSLP II prÃ©vue pour la pÃ©riode 2012-2015 et de mobiliser les besoins en financement ad hoc, a prÃ©cisÃ© le ministre Manirakiza.Il a soulignÃ© que le PAP s'inscrit dans les nouvelles politiques publiques que le gouvernement burundais compte mettre en place pour "accÃ©lÃ©rer la mutation de l'Ã©conomie burundaise" et ainsi consolider les acquis de la paix et de la sÃ©curitÃ© nationale.Selon lui, le PAP, constituant le cadre opÃ©rationnel du CSLP II rÃ©cemment adoptÃ© par le parlement et le gouvernement, a Ã©tÃ© Ã©laborÃ© aprÃ¨s une dÃ©marche itÃ©rative de participation et de concertation avec les administratio concernÃ©es, le secteur privÃ© et la sociÃ©tÃ© civile.L'enveloppe globale du PAP du CSLP II est estimÃ© Ã 2,1 milliards USD le Burundi compte mobiliser 48% de cette enveloppe destinÃ©e Ã financer les axes stratÃ©giques retenus par le gouvernement aprÃ¨s validation des Partenaires techniques et financiers (PTF), a rÃ©vÃ©lÃ© le ministre Manirakiza.Ceux-ci, a-t-il indiquÃ©, sont les donateurs traditionnels bilatÃ©raux et multilatÃ©raux comme les pays de la Zone Euro, les Nations Unies, l'Union EuropÃ©enne, la Banque Mondiale, le Fonds monÃ©taire international (FMI) et la Banque africaine de dÃ©veloppement (BAD) ; mais aussi la catÃ©gorie des pays dits Â«Â Ã©mergeantsÂ Â» comme le BrÃ©sil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.Le PAP comprend quatre axes stratÃ©giquesÂ : le renforcement de lâ€™Etat de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion du genre ; la transformation de l'Ã©conomie burundaise pour une croissance soutenue et crÃ©atrice d'emplois ; lâ€™amÃ©lioration du taux d'accessibilitÃ©, de la qualitÃ© des services de base et renforcement du sc de la protection sociale ; l'amÃ©lioration de la gestion de l'espace et de l'environnement pour un dÃ©veloppement durable.Â«Â PrÃ¨s de 50% des prÃ©visions du PAP sont orientÃ©s vers les secteurs productifs et d'infrastructures d'appui Ã la production dont une part importante est consacrÃ©e au secteur de l'Ã©nergieÂ Â», a dÃ©clarÃ© en substance le ministre Manirakiza.Le gouvernement burundais insiste sur la matÃ©rialisation du deuxiÃ¨me axe stratÃ©gique -- la transformation de l'Ã©conomie burundaise pour une croissance soutenue et crÃ©atrice d'emplois, a expliquÃ© le ministre, soulignant que le Burundi, demandeur d'aides d'urgence aprÃ¨s avoir traversÃ© une longue pÃ©riode de crise sociopolitique, voudrait Â«Â sortir de lÃ maintenant pour passer directement au dÃ©veloppement Ã©conomiqueÂ Â».C'est l'ultime but visÃ© par le prochain rende vous de GenÃ¨ve, a notÃ© le ministre Manirakiza.Il a mis l'accent sur la mobilisation de l'attention des partenaires sur le dÃ©veloppement du Burundi "pour briser le cercle vicieux inhÃ©rent aux diverses crises cycliques qui ont longtemps confinÃ© le pays Ã l'action humanitaire pour tourner dÃ©finitivement cette page noire de l'histoire nationale en s'embarquant irrÃ©versiblement vers le dÃ©collage Ã©conomique".Pour lui, la confÃ©rence de GenÃ¨ve devrait marquer un tournant dÃ©cisif pour l'essor Ã©conomique du Burundi en renvoyant aux calendes grecques les projets de court terme ayant un caractÃ¨re " opportuniste" parce que les investisseurs potentiels veulent rentrer dans leurs coÃ»ts dans l'immÃ©diat, pour ne retenir que de gros investissements pour le moyen et long terme pour pouvoir consolider la paix civile Ã travers une marche rÃ©solue vers une vÃ©ritable rÃ©duction de la pauvretÃ©.Le Burundi souhait que la communautÃ© internationale puisse " voir l Burundi avec un nouveau oeil, Ã savoir un Burundi sans troubles et sans mauvaise gouvernance", a affirmÃ© le ministre Manirakiza.A la question relative Ã la bonne gouvernance et Ã la lutte contre la corruption, le ministre Manirakiza a indiquÃ© que ces aspects ont Ã©tÃ© coulÃ©s dans le 1er axe stratÃ©gique du CSLP II. A ses yeux, si la communautÃ© internationale fa de la lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance une conditionnalitÃ© pour financer cet axe stratÃ©gique, Â«Â on sera en train de tourner en rondÂ Â».A propos de quelques arrestations opÃ©rÃ©es en juillet dernier contre des membres des corps en uniforme accusÃ©s d'Ãªtre impliquÃ©s dans des opÃ©rations Â«Â d'exÃ©cutions extrajudiciairesÂ Â» ou de Â«Â tortu le ministre Manirakiza expliquÃ© que cela est dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratÃ©gie de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.Â«Â Si ces gestes posÃ©s pour consolider l'Etat de droit peuvent drainer une confiance supplÃ©mentaire de la communautÃ© internationale Ã l'endroit du Burundi et planer sur les rÃ©sultats de cette confÃ©rence, Ã serait bienÂ Â», a-t-il affirmÃ©.A en croire le ministre Manirakiza, depuis bientÃ´t plus d'une annÃ©e, le gouvernement burundais a reÃ§u des Â«Â messages positifsÂ Â» de la plupart des gouvernements Ã©trangers, en l'occurrence amÃ©ricain, belge et franÃ§ais, pour lui signifier que des jalons seraient en train d'Ãªtre posÃ©s pour asseoir la bonne gouvernance dans le pays.A la question de savoir pourquoi le gouvernement burundais a voulu placer la barre trÃ¨s haute pour le financement sollicitÃ© du CSLP II avec une enveloppe de plus de 2 milliards USD alors que les fonds demandÃ©s pour le CSLP I n'avaient pas dÃ©passÃ© le cap de 1,3 milliard USD, le ministre Manirakiza a expliquÃ© que la principale raison d'un tel Ã©cart est que lors de la mobilisation des fonds pour le CSLP I , le Burundi gÃ©rait encore des programmes d'urgence.En revanche aujourd'hui, a-t-il soulignÃ©, le pays veut se lancer rÃ©ellement dans le dÃ©veloppement.L'aspect le plus important pris en compte dans l'Ã©laboration du PAP du CSLP II, a-t-il conclu, c'est que l'axe stratÃ©gique en rapport avec la croissance Ã©conomique, est la rubrique budgÃ©taire qui mobilisera le maximum de fonds.